

# Enbat

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
8 juillet 2010  
n° 2136  
1,30 €

Le statut catalan  
mutilé

BORDEAUX  
ST SÉBASTIEN

péage

MOUGUERRE-PORT  
CENTRE EUROPÉEN DE FRET  
LAHONCE  
URCUIT

7,5t

BAYONNE  
-MOUSSEROLLES  
ST PIERRE  
D'IRUBE-CENTRE



PAU  
TOULOUSE  
péage

MOUGUERRE  
-BOURG

## Euskal Konfederazioa

200 m

# Une loi sinon rien

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Et pourtant ils existent !

C'EST chaque fois le même rituel... Il se donnent rendez-vous dans un bar, chez un ami, se peignent les joues et se drapent de leurs couleurs. Ils conservent le silence, retiennent leur souffle, y vont de leurs remarques, critiquent le choix des décideurs. Vibrant à l'unisson, ils sautent de joie ou fondent en larmes, frissonnent ensemble lorsque retentit le chant national, s'il n'est pas trop «sanglant». Oubliant temporairement leurs soucis, le quotidien, ils ne plus font qu'un, au mépris de tout ce qui peut les diviser, les opposer. Un seul corps, un seul cœur derrière une dizaine de joueurs... La vision peut paraître exagérée voire romantique mais, si l'on y regarde de plus près et que l'on se remémore le psychodrame qui ébranle les Bleus depuis le début de l'été, on pointe là une réalité. Dans un Hexagone en crise, secoué par le chômage, malmené par un gouvernement aux ordres d'un hyperprésident-pressé, le naufrage de l'équipe de France tient le devant de la scène depuis plusieurs semaines. Futilité diront certains, quand on sait les épreuves qui attendent nombre de travailleurs et de familles précaires. C'est vrai. Mais ne nous y trompons pas, les licenciés et les précaires ont aussi regardé les matches, honni l'entraîneur et jeté leur télécommande. Malgré la crise.

Ce genre d'événement fait appel à un registre qui est de l'ordre de l'irrationnel, du déraisonnable, un ressenti, une impression d'honneur qui est atteint. C'est bien de cela qu'il s'agit, du sentiment d'appartenance, intime et collectif à la fois puisqu'il rassemble les foules sur les places publiques et serre les cœurs de chaque supporter. Sentiment malheureusement capable de tous les débordements... De la fierté au chauvinisme, de l'exaltation au nationalisme, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi à certaines occasions.

Et les Basques, dans cette affaire? Splendeur et décadence de notre équipe nationale, nous n'y aurons pas droit. Notre choix se résume à vibrer pour le bleu-blanc-rouge ou le sang-et-or, même si notre cœur ne bat la chamade qu'au rythme du rouge-blanc-vert.

Pourtant, aucune loi absolue du sport n'interdit l'existence d'une

équipe nationale basque. La Tartan Army écossaise dispute des matches internationaux depuis 1872, défendant ses couleurs huit fois en coupe du monde, deux fois en coupe d'Europe. Idem pour les Dragons gallois qui furent quart-de-finalistes lors du Mondial de 1958 en Suède. Et que dire du XV du Trèfle, très symbolique équipe de rugby de tous les Irlandais «réunis» du Royaume-Uni et de République d'Irlande. La partition de l'Île n'existe plus en Oualie, les frontières étatiques ont disparu, laissant parler le vieux peuple de la Verte Erin. Pourquoi ce qui semble naturel pour les Écossais et les Irlandais, deviendrait-il surréaliste, ridicule voire dangereux pour le peuple basque? Nous existons, tout le monde l'a constaté, alors où est le problème?

C'est dans la sphère politico-idéologique qu'il nous faut plonger pour le comprendre. Les États-nations centralisateurs comme la France ou en voie de centralisation comme l'Espagne ne peuvent concevoir de particularité en leur sein. La Constitution française ne reconnaît qu'un seul peuple, les Français. Qu'importe donc notre sentiment d'appartenance: s'il n'est pas écrit dans le texte fondamental, il n'existe pas en droit. Nous pouvons être des dizaines, des centaines de milliers à nous dire Basques, à revendiquer une nationalité autre, cette dernière n'aura aucune existence officielle si elle n'est pas mise par écrit dans la Loi des lois. Certains idéologues se sont ainsi convaincus du fait que la non-existence de notre nation sur un document écrit prouvait sa non-existence réelle sur la planète. Comme si détourner les yeux d'un objet pouvait le faire cesser d'exister, oublier son nom le faire disparaître!

Mais nous sommes là, et bien là. La frustration provoquée par la négation de notre identité n'a pas généré de nationalisme agressif. C'est avec sérénité, humour et générosité que nous portons nos désirs et que nous arborons nos couleurs. Des couleurs que l'on veut voir flotter à côté de celles des autres, dans le respect de celles des autres. Car nous, abertzale d'Euskal Herri, sommes fédéralistes, non jacobins, et nous savons d'expérience qu'une nationalité ne s'impose pas, elle se ressent.

## Euskal selekzioari bai ala ez ?

AURTEN ere, zangobaloi munduko kopak bazterrak inarosten ditu, frantses taldearen psikodramak komunikazio ahalmen guziak okupatu ditu partikulazki, bainan kirola berak ere leku garrantzitsua du prentsan edo telebistan. Boz gutti agertu dira kopa horren alde ilunak aipatzeko; alta, artikulu batzuen arabera, zangobaloiak, beste kirol batzuek bezala, baditu bere gainbeherak. Kazetari batzuek frogatu dute munduko kopa antolatzen duen FIFA erakundeak ez zituela balore positiboak lantzen bere egiteko moldeetan. Adibide gisa, hartzen ahal da Hego Afrikan txapelketa prestatzeko hartuak izan diren neurriak; jakin dutelarik han izanen zela antolatua kopa 2010garren urtean, multinazional batzuek inbertsio handiak egin dituzte egin ahala etekin handiak irabazteko gero. Aipatua da pobre ziren auzo batzuek «garbitu» izan direla jendeak kanporatuz, berriak tokiko mafiak gero kontrolatu dituzte. Jakina da ere sekuritate mailan, indar handiak eginak izan direla miseria mugatzeko eta aberastasun mota guziak zaintzeko. Horrez gain, soziologo batzuek azpimarratzen dute zangobaloi eta partikulazki txapelketa handiak alienazio kolektibo besterik ez direla; labur biltzeko, mundializazio alde negatibo eta ilunena sinbolizatzen dutela tentsio sendimenduak landuz popu-

luen artean eta bortizkeri giro bat sortuz alderdien artean. Goi mailako zangobaloiaren logika konpetizioa eta konfrontazioaren logika da, eta ikusten delarik erabilia den diru kopurua holako gertakari handiak antolatzeko edo jokolariak pagatzeko (Messi jokalaria argentinarrak kasik 2000 Smic irabazten ditu hilabete guziz), erraiten ahal da kapitalismo salbai baten oinarri bat dela gaur egungo zangobaloiak. Beraz, ezker-tiar mugimendu bezala, pentsatzekoa da maila hortan ere abertzaleatasunak baduela hortaz zer erran eta zer pentsa. Aldarrikapen zuzena da euskal selekzio bat galdegitea bainan ez ote da ere joko ilun horietan parte hartzea? Euskaldun gisa, nork ez du emeiarik euskal talde bat ikusteko, naziotasunaren zutabe bat baita egungo munduan kirol taldeak ukaita bainan aldi berean, ez ote dira kirola profesionalaren baloreak eskuineko edo eskuin muturreko baloreak. Nun da gizon edo emazte plazatasuna Hego Afrikan iragaiten den txapelketa? Bixtan dena, balore positibo batzuek azpimarratuak izaiten ahal dira bainan orokorki sistema ustel baten sinbolioa edo beira- arasa da holako txapelketa. Beraz, bai gure naziotasuna aldarrikatzen eta asumitzen ahal dugu kirolan ere, bainan balio luke gogoetak lantzea ez baita gaur egun jostatzeko jarduera sinple bat kirola.



CETTE SEMAINE

**TARTARO**  
 S'EST ÉTONNÉ

# Uztartu <sup>(1)</sup>

## Naissance d'un Cluster agro-alimentaire en Pays Basque

### ● Arño Cachenaut

Le mercredi 30 juin avait lieu à la Chambre de commerce de Bayonne Pays Basque, la présentation de la création du cluster agro-alimentaire. Le statut juridique est celui de l'association loi 1901.

### Une structure partenariale pour agir ensemble

L'objet d'un cluster est de regrouper les différents partenaires ayant un objectif partagé concernant une activité économique. Le ou les premiers clusters ont été créés en Euskadi suite à la grande crise sidérurgique provoquant un chômage au-dessus de 20%. La volonté de construire ensemble, et d'être acteurs du destin de ce territoire a permis, grâce à un partenariat (acteurs économiques, publics, "matière grise" locale et internationale...) d'aboutir à des projets et réalisations qui font de ce territoire sur le plan économique et de l'emploi, la région la plus performante d'Espagne.

### En Iparralde deux ans de "cogitation" ont abouti à sa création

Le besoin exprimé par quelques PME implantées en Pays Basque de se fédérer pour mener certaines actions, telle que la promotion de leurs produits, a été relayé par la CCI de Bayonne Pays Basque et le Conseil de développement ces deux dernières années. Le concours financier du Conseil général, du Conseil régional et des fonds européens a permis d'engager des études et des partenariats. La CCI assumant l'animation.

La volonté de rassembler du groupe de départ a permis d'associer à la réflexion, les structures représentantes des paysans (toutes tendances confondues), les établissements d'enseignement, les pouvoirs publics...

Le secteur agro-alimentaire est le premier secteur productif du Pays Basque, avec ses 10.000 emplois directs (emplois agricoles et ceux des 130 entreprises artisanales et industrielles de l'agro-alimentaire).

### Valeur ajoutée partagée, développement durable, innovation...

L'objet inscrit dans les statuts de Uztartu est bien de:

● participer activement à l'animation en agissant en priorité sur les enjeux:

- de valeur ajoutée partagée en favorisant prioritairement les productions et services du Pays Basque.

- de développement durable, de mise en marché, d'innovation.

- générer des projets de coopération,
- conduire des études économiques,
- être un lieu d'échanges,
- stimuler l'innovation.



### Plusieurs projets sont engagés dès à présent

Concernant:

- Le maraîchage avec le piment doux. Des essais d'intégration dans la pipérade en remplacement du poivron non produit en Pays Basque.

- Des essais de remise en culture du blé pour une filière locale farine biscuiterie, en partenariat avec les deux minoteries du Pays Basque.

- La question de la filière viande bovine est inscrite dans les actions prioritaires, tout comme la protection du nom "Axoa".

L'éco-conception d'emballages pour une utilisation par un maximum d'entreprises, avec objectifs de baisse du coût, de mise en valeur de la culture basque, au travers d'un emballage commun respectueux de l'environnement;

A la lumière des acquis positifs d'un travail partenarial sur la filière lait de brebis: syndicat Ossau Irati, interprofession lait de brebis, il est impératif que les associations paysannes et les paysans eux-mêmes participent activement à rechercher avec d'autres les solutions de valeur ajoutée pour des productions qui concernent la quasi totalité des exploitations du Pays Basque à savoir: viande bovine, agneau de lait, laine, lait de vache.

L'objectif étant de maintenir au minimum les emplois actuels sur ces productions, d'en créer de nouveaux dans le domaine du maraîchage en particulier, et dans la transformation.

Jusque dans les années 1970 la totalité du lait de brebis collectée dépendait du bon vouloir des industriels de Roquefort en Aveyron, et servait à faire du Roquefort. Depuis le début des années 80, la totalité du lait collecté est transformé localement grâce à la création de 5 ou 6 entreprises nouvelles, le basculement total en fabrication locale —Ossau Irati et Pur brebis— a été réalisé. En matière de fixation de prix, de développement, de promotion... les décisions sont prises sur la zone de production.

Le pari peut paraître ambitieux, mais réalisable, EHLG y participera activement.

(1) Action de coordonner des forces pour atteindre un objectif non atteignable seul. Autrefois c'était assembler deux animaux grâce à un joug pour tirer une charrue, des charrettes, qu'une unité ne pouvait réaliser.

●●● qu'un élu californien veuille demander des éclaircissements à la SNCF sur son rôle dans la déportation des juifs avant de l'autoriser à concourir pour la construction d'une ligne à grande vitesse en Californie. Profondément amnésique, la SNCF avait oublié que là-bas les trains sifflent trois fois.

●●● et réjouit que les archives de la police sous Vichy soient numérisées et mises en ligne sur internet pour en faciliter l'accès. La police de caractère n'est pas encore arrêtée.

●●● pas tant que ça que le député UMP Le Fur se fasse le porte-parole du lobby des éleveurs industriels pour obtenir du Parlement le relèvement de 450 à 2.000 places le seuil à partir duquel une porcherie sera soumise à une autorisation ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement). Ces gens-là sont copains comme cochons.

●●● pas tant que ça, que derrière les caméras de vidéosurveillance de Saint-Brieuc se cachent deux Hortefeux: Brice, le ministre, ardent défenseur de ces caméras, Fabrice, son cousin, PDG de l'entreprise Cipcéo qui les fournit. Un Hortefeux ça va, c'est quand il y en a deux que ça pose problème.

●●● pas tant que ça que la presse suisse dévoile qu'au printemps 2007, Eric Woerth a fait plusieurs fois le tour des grandes fortunes françaises exilées en Suisse et récolté au final 7 millions d'euros pour financer la campagne de Sarkozy. Bouclier fiscal ou retour sur investissement?

●●● de la démission du ministricule Christian Blanc la veille de la baisse du prix du tabac. Dommage, les contribuables auraient fait des économies.

●●● pas tant que ça que l'évêque de Bayonne célèbre une messe en l'honneur du fondateur de l'Opus Dei, le très franquiste Jose Maria Escriva de Balaguer, canonisé par Jean-Paul II. Les opus de Balaguer et d'Aillet ont un point commun: ils sont en mode mineur.



# Le Tribunal constitutionnel espagnol mutile le statut d'autonomie catalan

*La haute cour a rendu son verdict après quatre ans de blocage. Elle annule 14 articles sur les 200 que compte le texte et en réinterprète une trentaine, dans les domaines les plus sensibles de la question nationale: définition de la nation, langue, pouvoir judiciaire, compétences financières et budget, pouvoir législatif. Tous les partis politiques catalans, hormis le PP, protestent avec en arrière-pensée les élections autonomiques qui auront lieu à la rentrée.*

« **C** *E statut est fini, vive l'Espagne!* » C'est ainsi que Manuel Fraga, ancien ministre de Franco, sénateur et fondateur du PP, a salué la décision du Tribunal constitutionnel (TC) espagnol rendue le 28 juin. Son parti avait présenté un recours demandant l'annulation de 114 articles du statut. Les dix magistrats jouaient la légitimité d'une institution qui ne parvenait pas depuis des années à se mettre d'accord sur un texte voté par 88% des députés du parlement catalan en septembre 2005, puis approuvé par les Cortes espagnoles dans une version déjà largement expurgée —grâce à la trahison de CiU— et enfin adopté par le peuple catalan avec 74% des suffrages lors d'un référendum le 18 juin 2006. Mais ainsi va la démocratie espagnole. Pour qu'un texte ait force loi, encore faut-il qu'une dizaine de magistrats nommés par le PP et le PSOE et qui ne doivent leur poste qu'à leur

docilité politique, donnent leur blanc-seing. C'est finalement un accord en sous-main entre les deux principaux partis espagnols qui aura permis au TC d'accoucher des 1.000 pages de sa sentence: *summum jus, summa injuria*...

## Nation et nationalité

La Catalogne est-elle une nation à part entière ou une nationalité? La nuance pourra paraître totalement absconse pour les esprits français qui font même souvent la confusion entre nation et Etat. Elle est pourtant essentielle de l'autre côté de la frontière. Les nationalités désignent un certain nombre de peuples bénéficiant de statuts d'autonomie. L'article 2 de la Constitution précise: «*La Constitution repose sur l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols, et reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui en font partie, elle organise la solidarité entre elles toutes*». Après moult débats, tergiversations et divisions, les

Catalans avaient accepté d'indiquer dans le préambule de leur nouveau statut que le «*Parlament*», fort d'une volonté largement majoritaire exprimée par les citoyens, considérait que la Catalogne était une nation. Pour le TC, il s'agit d'une déclaration purement rhétorique et dépourvue de toute valeur juridique. Seule l'Espagne est une nation une et indivisible, la Catalogne n'est qu'une nationalité. Quand l'adjectif «*national*» est utilisé dans le statut, pour les symboles par exemple, il fait référence à la nationalité catalane et non pas à la nation. Lorsque dans son article 5, le statut catalan fonde l'autogouvernement du pays sur les droits historiques du peuple catalan, ses institutions séculaires et sa tradition juridique, le Tribunal constitutionnel corrige: le fondement essentiel du gouvernement catalan est la Constitution espagnole. La force juridique des droits historiques catalans ne peut dépasser celle de la Loi fondamentale.

## Langue première

L'article 6 de l'Estatut stipulait: «*La langue propre à la Catalogne est le catalan. En tant que tel, le catalan est la langue d'usage, utilisée de préférence par les administrations publiques et les moyens de communication publique de Catalogne. C'est la langue véhiculaire normalement utilisée dans l'enseignement*». Pour le TC, le devoir de connaître la langue catalane ne peut être entendu comme une obligation juridique exigible, ayant un caractère généralisé et sa méconnaissance ne peut donner lieu à une sanction. La prééminence relative du catalan sur l'espagnol, tel que la prévoyait l'article 6, est rejetée. On se souvient que lors du débat sur le statut, l'armée espagnole avait menacé d'intervenir, elle ne pouvait imaginer que les soldats espagnols stationnés en Catalogne soient tenus de s'exprimer en catalan...

Un pouvoir judiciaire catalan dépendant assez peu du Conseil général judiciaire espagnol (CGPJ) émergeait dans les articles 97 et suivants du nouveau statut d'autonomie. Dernière instance dans les procès intentés en Catalogne, nomination des magistrats... toutes les compétences du Conseil de justice catalan sont rayées d'un trait de plume.

## Exit les relations bilatérales

En matière fiscale, le Tribunal constitutionnel espagnol dénie à la Generalitat (gouvernement autonome catalan) et aux pouvoirs locaux, le droit de créer des impôts locaux. Cette clause correspondait à une revendication importante



Josep Lluís Carod-Revira, José Montilla et Joan Saura commentent la décision du Tribunal constitutionnel

CECILE ET GERMAIN, DE LA COMMUNAUTE EMMAUS LESCAR PAU

## “Eco-construire son habitat à Emmaüs, tout en se reconstruisant soi-même”

“Notre objectif est d'inciter les gens à suivre notre exemple : rentrer dans une construction d'alternatives au centre desquelles se place l'humain.”



Verger alternatif d'Emmaüs Lescar Pau planté en février avec la solidarité des visiteurs qui ont acheté un arbre

Fondé en 1982, Emmaüs Lescar Pau est beaucoup plus qu'un endroit où on dépose des objets et où on déniche de bonnes affaires. C'est ce que l'interview de Germain Sarhy, son fondateur (voir le blog d'Alda!) nous mentionnait dans l'article “*Combattre toute forme d'exclusion, et les injustices qui la développent!*” A moins de 3 semaines du Festival d'Emmaüs (les 27 et 28 juillet), Cécile et Germain, de la Communauté Emmaüs Lescar Pau répondent aux questions d'Alda!

Depuis près de 30 ans vous êtes une sorte de laboratoire expérimentant d'autres solutions socio-écologico-économico-culturelles et politiques. En ce temps de crise, en quoi cela consiste-t-il ? En ce temps de crise, l'ensemble des Communautés Emmaüs de France est touché. Pour faire front, la Communauté Emmaüs Lescar-Pau renforce l'esprit de solidarité à

plusieurs niveaux par une politique de responsabilisation en invitant ses membres à passer du statut de consommateur à celui d'acteur et d'auteur.

Ainsi, une nouvelle dynamique “*citoyenne*” invite les membres à mettre à profit leurs compétences et leur énergie en faveur du collectif qu'est la Communauté.

De même, consciente des difficultés financières d'un nombre de plus en plus important de familles, elle développe l'esprit braderie sur les produits de consommation courante comme les vêtements ou la vaisselle.

▼  
“*Krisiari aurre egiteko, Lescar Pau-ko Emmaus-ak, elkartasun ezpiritua garatzen du, kideak kontsumitzaile hutsetik aktore-autore bilakatzeraz gomitatzuz!*”

Au delà, depuis quelques mois, elle réfléchit à l'accueil des visiteurs afin de leur permettre de passer un temps plus long sur son site sans coût supplémentaire.

Aussi, nous avons ouvert une ferme qui nous permet d'élever des animaux pour notre consommation personnelle (poulets, porcs, moutons, lapins) mais également qui présente un petit parcours pédagogique. Nous hébergeons des races locales protégées comme des ânes des Pyrénées, des dindons du Gers...

Pour sensibiliser le public, nous avons également planté un verger alternatif en février dernier : les essences sont régionales, les visiteurs ont acheté un arbre fruitier qu'ils sont venus planter le 14 février dernier.

A l'entrée de la ferme, nous sommes entrain de créer un espace de repos avec tables de pique-nique, boudodrome. Bientôt, des jeux pour enfants y seront installés. Ce lieu rempli plusieurs objectifs : proposer au public et aux membres un espace de détente, de rencontres et d'échanges.

## Quelle est la photographie actuelle de la Communauté ?

Actuellement, le profil de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau est en pleine évolution : nous avons toujours 130 membres mais un travail en profondeur est réalisé.

L'implantation d'une Recyclerie-Déchetterie en partenariat avec les collectivités locales (Communauté d'agglomération Pau-Pyrénées, Communauté de communes du Mieu de Béarn) a fait de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau un acteur local incontournable tant au niveau social qu'économique.

L'activité principale de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau est générée par la Recyclerie-Déchetterie et le ramassage qui nous permettent de développer 20 ateliers de traitement des produits donnés en vue de leur offrir une seconde vie.

Grâce à ces activités, nous pouvons renforcer notre politique d'accueil inconditionnel.

A partir de là, nous avons développé depuis 2009, un éco-village. En décembre 2009, nous avons inauguré notre premier habitat en éco-construction, totalement réalisé par nos ateliers. Aujourd'hui, un deuxième habitat vient d'accueillir la famille de Michel (1 adulte et 2 adolescentes). Trois autres projets sont en cours : deux sont déjà debout, le troisième est réalisé en atelier.

A l'hiver 2010, tout un quartier du village des membres aura été entièrement réhabilité, soit 6 habitats personnalisés à architecture originale. En 2 ans, sur les 73 logements, 18 auront ainsi été refaits. Ainsi, petit à petit, après avoir agité dans l'urgence, par l'accueil des personnes en mobile-home, la Communauté Emmaüs Lescar-Pau développe le bien-être de ses membres tout en réalisant des économies d'énergie et financières non négligeables. En construisant leur propre habitat, les hommes se reconstruisent.

C'est également dans cette optique, que la ferme a été ouverte : le lien à la terre permet à beaucoup de personnes de retrouver des racines... Pour les villageois, des jardins ouvriers ont été mis à disposition au printemps.

## Quels sont vos nouveaux projets ?

Nos projets s'inscrivent dans l'élaboration d'une dynamique collective où l'individu peut s'épanouir grâce au développement de 5 axes d'actions : la recyclerie-déchetterie, l'accueil inconditionnel et le développement du bien-être dans un esprit participatif, la ferme, l'éco-construction et la culture.

▼  
*"Poliki poliki, Emmaus Pau Lescar-ek bere kideen ongizatea garatzen du eko-eraikuntzen bidez energia eta diru ekonomiak eginez"*

Pour éviter de nous replier sur nous, nous pratiquons une politique d'ouverture vers l'autre. Ainsi, par le biais du programme "Chantier Solidaire", chaque été nous accueillons près de 250 jeunes venus de monde entier. Durant 1 semaine, 1 mois ou plus, ils participent bénévolement à notre activité contre le gîte et le couvert. De nombreuses rencontres entre les membres et les jeunes s'opèrent.

Egalement, la Communauté Emmaüs Lescar-Pau est partenaire d'une association de paysans burkinabé : l'AIDMR. Ce partenariat se construit dans le temps en vue de permettre aux paysans burkinabé d'atteindre la souveraineté alimentaire tout en devenant indépendant. La réciprocité des échanges permet aux hommes de se construire.

Dans le cadre du Chantier Solidaire, les jeunes participent à cette construction.

Ainsi, à son échelle, la Communauté Emmaüs Lescar-Pau tente d'éveiller les consciences vers une société plus juste.

## Votre culture de la discussion et de l'échange permanent vous permet de prendre des décisions dans l'instant et non dans l'instance. C'est pour cela qu'on vous a vu intervenir en faveur d'EHLG pour soutenir l'agriculture paysanne. Dans quels autres domaines êtes-vous amenés à intervenir ?

Notre culture d'échanges, de débats nous pousse à nous remettre continuellement en question. Nous agissons dans l'instant mais en respectant une ligne de direction fixée par les valeurs que nous défendons. Ainsi, depuis le début nous soutenons activement la ville de Billère et son maire sur un sujet qui l'oppose au préfet des Pyrénées-Atlantiques : le mur des expulsés. Nous soutenons également "les 6 inculpés de Pau", nous participons à de nombreux mouvements sociaux qui nous interpellent. Nous étions dans la rue le 27 mai et le 24 juin. Nous participons également à des actions plus festives comme la Fête de la musique qui, cette année, a été ouverte par la Batucada de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau.

## Le Festival Emmaüs, un festival pour toucher autrement tous les domaines écologique, économique, culturel, social, ... ?

Le Festival Emmaüs Lescar-Pau s'inscrit dans cette dynamique à la fois culturelle et festive mais également sociale, économique, politique...

La venue d'artistes de renom engagés nous permet de confirmer notre engagement culturel. L'ouverture des deux jours, par des conférences-débats sur des sujets d'actualité qui nous semblent importants, nous permet d'assoir notre engagement politique. Le choix de faire cette manifestation in-situ donne une âme et un sens à ce festival. Les festivaliers y sont très sensibles. Ils se montrent très respectueux de la manifestation tant sur les deux jours qu'après. Les conférences-débats nous permettent de sensibiliser les gens aux valeurs et aux alternatives que nous défendons.

Cette année, avec l'ouverture du circuit découverte du quartier éco-construction, nous pourrons montrer au public que nos idées sont mises en pratique au quotidien.

Il va de soi que le travail fait par le biais de la recyclerie va également dans ce sens.

Notre objectif est d'inciter les gens à suivre notre exemple : rentrer dans une construction d'alternatives au centre desquelles se place l'humain. Le Festival Emmaüs Lescar-Pau apporte aux membres une reconnaissance inestimable.

□



Concerts, conférences débat, camping sur le site, etc. pour sensibiliser le public durant 2 jours

## Dalai Lamaren ipuin bat

Muntx

Behin batez, aita batek bere alaba nigarrez ari zela ikusi zuen. «Zer gertatzen zaizu? - galdetu zion paperezko mukanes bat emanez - Zure malurra kondatu nahi didazu?»

Neska tipiak ez zion erantzun eta segitu zuen nigar egiten.

Aitak beraz erran zion: "Begira.. Joko tipi bat eginen dugu, ados? Zerbait erakutsiko dizut eta hitz ematen dizut zure tristezia ahantzi-ko duzula." - "Ados" - ihardetsi zion neskak, bi nigarren artean. - "Begira ezazu eskuan dudan berriñazko untzi haundi hori..." - "Bai. Hutsa da... eta?" - "Sagar batzuekin betetzen ahal zinuke?"

Neska tipiak hiruzpalau sagar hartu zituen eta untzian ezarri zituen.

"Untzia bete duzu? Segur zira bete duzula?" - "Baietz! Ezin dut bertze sagarrak eman!"

Gizonak hurrak hartu zituen eta bere alabaren eskuan eman zizkion. «Sar itzazu untzian!» Hurrak untzian sarrarazi zituen: hurrak, sagarrek uzten zituzten xiloetan kokatu ziren. Berriz eskatu zion bere haurrari:

«Eta orain? Zer diozu? Untzia arras betea ote da?» - "Uste dut baietz... ihardetsi zion neskak."

Gizonak irrisa eman zion beraz eta bere eskaera errepikatu zion. Neska tipiak irrisa untzian eman zuen. Eta irrisak xilo ttipi guziak bete zituen.

"Orain bai! Untzia ongi bete duzu nere iduriko!" - "Bainan aita... zergatik joko zozo hori egin ote duzu?" - "Entzun nezazu... Eman dezagun untzi hori zure bizia dela, ados? Sagarrak zuretzat gauza garrantzitsuenak dira. Adibidez, zure familia, zure burasoen amodioa, zure osasuna..."

- "Bai eta .. hurrak?" - "Hauek dira ainitz gustukoak dituzun gauzak: adibidez zure ikastolako lagunak, edo maite dituzun aisialdiak (igerilekuan salto egitea, hondartzarat joaitea ala mendian ibiltzea...)"

- "Mmmm? Eta irrisa?" - "Irrisa? Hau da eguneroko bizian ukaiten ahal diren kezka tipiak... Zure untzia irrisarekin lehenik bete baldin bazinuen, sagarrak edo hurren ezartzeko lekua izanen ote zinuen?"

- "Bistan dena ezetz! Hastapenetik, untzia irrisarekin betetzen baldin badut, ez dut gehiago deus bertzerik ematen ahalko!"

- "Beraz gauza garrantzitsu bat ulertu duzu nere maitia... Eguneroko kezka ttipiek lehen-tasuna baldin badute zure bizian, ez duzu gehiago lekuri izanen egiazki maite dituzun edo beharrezkoak zaizkizun gauzentzat. Bizia sobera laburra da zozokeri tipi bazuekin burua hartzeko!"

## URDAMUNO

Recommandation d'un lecteur

# EHLG, pièces à convictions

**Plus qu'un témoignage du procès d'EHLG, ce livre donne une perspective à cette affaire**

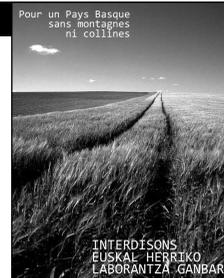
Cinq ans de tracasseries. Certains disent de harcèlement. Euskal Herriko Laborantza Ganbara et son président auront subi cinq ans de vexations et de procès. Pour aboutir au résultat que l'on sait. Relaxe générale. Autrement dit condamnation de l'Etat et de ses représentants locaux. Une telle épopée méritait bien un livre. C'est fait. Maritxu Lopepe et Rémi Rivière, deux journalistes bien connus du petit monde euskaldun d'Iparaldea, ont publié *EHLG, Pièces à convictions*.

### Livre engagé

Documenté, rigoureux et abondamment illustré. Un livre engagé dont la tonalité est donnée par la préface de Gérard Onesta, témoin de la défense aux deux procès en correctionnelle. L'ex-vice-président du parlement européen résume d'emblée la problématique : « De façon hypocrite, dans Euskal Herriko Laborantza Ganbara, le préfet ciblait en effet les deux derniers mots -Chambre d'agriculture- alors qu'il ne fallait pas être grand devin pour savoir que c'était les deux premiers - Pays Basque- qui alimentait de façon sourde et continue la ténacité gouvernementale ».

### Revendication historique

La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'histoire du syndicat agricole ELB et de la montée de la revendication d'une chambre d'agriculture spécifique au Pays Basque. Dans un territoire délaissé par les orientations agricoles de la chambre d'agriculture départementale, l'offre d'ELB trouve un écho immédiat. L'exercice par la FNSEA d'un pouvoir sans partage au profit des maïscolteurs irrigants béarnais irrite. Ce rappel détaillé de la volonté des paysans basques de prendre en main leur propre destin est à lire par tous ceux qui désirent comprendre les raisons de leur ténacité et de leur détermination. Décidément ici on ne fait rien comme ailleurs. C'est d'ailleurs pour cela que les non initiés s'y perdent. On saura gré à nos deux auteurs d'avoir rappelé que chez nous, si la chambre ne va pas à la montagne, la montagne ira à la chambre.



### Ressorts d'une mobilisation exemplaire

Le deuxième chapitre - La bataille d'Ain-hice-Mongelos- relate la guerre de tranchée menée par l'Etat, durant cinq ans (un de plus qu'en 14-18), pour tenter d'interdire EHLG. Le Livre noir publié entre les deux procès avait dressé les actes de la bataille. Le mérite d'EHLG pièces à convictions est de mettre en perspective politique les assauts de l'Etat. Pour affaiblir l'ennemi il faut l'isoler disent les stratèges. C'est précisément ce que les pouvoirs publics ont tenté. Mais ici on ne fait rien comme ailleurs (bis) et surtout on ne se laisse pas faire. Maritxu et Rémi (joli duo) décryptent les ressorts de la mobilisation exemplaire qui a sensibilisé grandes consciences et défenseurs des libertés bien au-delà d'Iparaldea. Avec le résultat que l'on sait. EHLG a gagné. Les deux auteurs ne boudent manifestement pas leur plaisir: le compte -rendu du procès de Bayonne transpire le bonheur d'écrire. Et nous, on ne transpire pas à le lire.

### Alternative globale

La postface (c'est un mot laid mais pas un gros mot) est pour Michel Berhocoirgoin, le lumineux président d'EHLG, conforté dans ses convictions : «*LE défi à relever : avancer avec les paysans vers cette agriculture paysanne pour qu'elle soit une alternative globale*».

EHLG, pièces à convictions, un livre pour les quatre saisons et pour ne pas mourir idiot.





Toute le récit de l'affaire **Laborantza Ganbara**, des origines d'ELB à la victoire de mai 2010.

**20€**

En vente en librairie ou commander / Liburu dendetan salgai edo manatu: [baiona@elkarlanean.com](mailto:baiona@elkarlanean.com) 05-59-59-61-63

# Dons et cotisations

## Des solutions de paiement en ligne

**Payer ses cotisations ou ses dons en ligne est aujourd'hui possible, même sans site internet.**

**Les avantages sont nombreux, tant pour vos adhérents que pour votre trésorier.**

Il fut un temps, pas si lointain, où la mise en place de paiement en ligne sur un site internet était très compliquée et onéreuse. Il était nécessaire d'installer des solutions spécifiques préconisées par son banquier avec des frais fixes élevés. Aujourd'hui, avec le développement des achats sur le net, la démarche est beaucoup plus aisée.

### Des extensions ad hoc

La plupart des CMS (système de gestion de contenus) avec lesquels vous avez pu construire vos sites, proposent des plug-ins (petites applications intégrées) permettant le paiement en ligne. Il peut s'agir de la vente mettant le paiement en ligne. Il peut s'agir de la vente d'objets, de billets de spectacles, d'adhésions, de dons... Ainsi, l'éditeur [www.wordpress-fr.net](http://www.wordpress-fr.net) propose le plugin

WP-ecommerce, [www.spip.net](http://www.spip.net) ou [www.joomla.fr](http://www.joomla.fr) ont leurs propres solutions. Dans tous les cas, une page est implémentée sur votre site. Elle conduit ensuite à une solution de paiement préconisée.

### Même sans site

Reste que toutes les associations n'ont pas de site internet. Certaines banques offrent des services de paiement par courriel. Lors des appels à cotisations, le système insère automatiquement un bouton "payer" dans le corps du message. L'adhérent qui veut payer en ligne clique sur le bouton et arrive sur un écran de saisie sécurisée où lui sont proposés différents modes de paiement. Le trésorier reçoit un mail de confirmation et le compte de l'association est directement crédité.

### Laissez le choix à vos adhérents.

Gain de temps (plus de remise de chèques, plus de saisie de formulaires papier), gain de qualité de service, gain de trésorerie (vous pouvez prospecter au-delà des frontières), sécurité du paiement, les avantages du paiement en ligne sont nombreux. Vous pouvez même

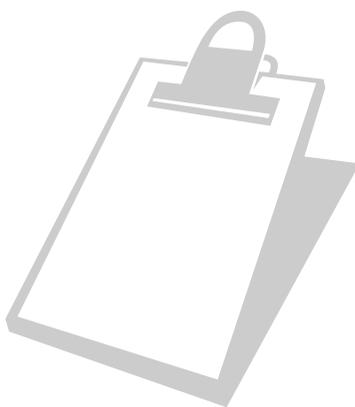
interfacer ensuite ces dispositifs avec l'outil de gestion des adhérents que vous utilisez pour réduire les écritures comptables. Pensez toutefois à conserver votre système de paiement par chèque ou mandat car tous vos adhérents ne sont pas forcément connectés ou peuvent ne pas avoir envie de choisir cette solution de paiement.

### Paypal

Avec ce moyen de paiement très répandu dans le e-commerce, l'ouverture du compte est gratuite. Les commissions sur les encaissements sont dégressives en fonction du volume d'activité et varient de 3,4% à 1,4% des "ventes" auxquelles s'ajoute 0,25 euro par transaction. Après avoir choisi son montant de cotisation ou de don sur votre site, l'adhérent est ensuite dirigé vers le site de l'opérateur où il peut payer via son compte Paypal ou sa carte bancaire. Un courriel vous informe instantanément que le compte PayPal de l'association est crédité. Vous pouvez ensuite envoyer le reçu de don ou de cotisation. [www.paypal.fr](http://www.paypal.fr)



## L'Agenda de la Fondation



Aldaren bloga :  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

### FORMATIONS DE BIZI!

**Le vendredi 9 juillet à 19h00, à la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne**

### Que font les banques de votre argent ?

Avec **Yann Louvel**, chargé du secteur Responsabilité des acteurs financiers aux Amis de la Terre-France, auteur du rapport Banques et environnement.

Entrée gratuite.

Il est préférable de s'inscrire : au 05 59 25 65 52 ou à [bizimugi@orange.fr](mailto:bizimugi@orange.fr)



OSTIRALA, UZTAILAREN 9AN, 19:00ETAN  
MANU ROBLES ARANGIZ FUNDAZIOAN  
20 CORDELIERS KARRIKA - BAIONA

**MINTZALDIA :**

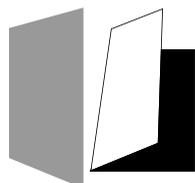
**ZER EGITEN DUTE  
BANKUEK ZURE DIRUAZ ?**

**Yann LOUVEL-ekin**  
Amis de la Terre - France-en Finantza Aklorrem Ardua  
sektoreaz kargudun eta  
Bankuak eta Ingurumena txostenaren egilea den

Bizil Mugimenduko onolaturik - Sartzeari urrikik  
Gomendatua da izen emateko 05 59 25 65 52 zenbakira  
deituz edo [bizimugi@orange.fr](mailto:bizimugi@orange.fr) helbidera idatziz

**bizi !**

20:22 Cordeliers karrika BAIONA  
05 59 25 65 52  
[info@bizimugi.eu](mailto:info@bizimugi.eu) - [www.bizimugi.eu](http://www.bizimugi.eu)



MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



## “La différenciation entre compétences exclusives, partagées et exécutives, tels qu'on les connaît dans le schéma de l'Etat confédéral, est rejetée par le Tribunal constitutionnel espagnol.”

des Catalans qui rêvent toujours d'obtenir un pouvoir fiscal, comme en bénéficient les Basques. Les prémisses de cette compétence sont balayées. Le TC rappelle le principe de solidarité entre les régions espagnoles et les Catalans devront donc verser leur quote-part, y compris pour celles qui ne réalisent pas un effort fiscal équivalent.

Le statut catalan introduisait la notion de relations bilatérales entre la communauté autonome et l'Etat, en particulier sur les compétences propres à l'Etat, qui affectent la Catalogne. Tout cela n'aura plus lieu d'être. La différenciation entre compétences exclusives, partagées et exécutives, telles qu'on la connaît dans le schéma de l'Etat confédéral, est rejetée par le Tribunal constitutionnel espagnol.

Sur d'autres points comme la faculté d'organiser des référendums, la compétence exclusive en matière de droit civil, la nomination et les pouvoirs d'un médiateur propre à la Catalogne, la politique d'immigration, les caisses d'Épargne et les organismes de crédit, dans tous ces domaines, le TC rappelle la prééminence de l'Espagne, de son Etat et de sa Constitution.

### Imbroglie juridique

Il est difficile de traduire dans toute sa complexité une décision qui fait plus de 1.000 pages... mais il apparaît clairement qu'elle vide le statut catalan d'une bonne part de son contenu. Le Tribunal constitutionnel, en gardien du temple, verrouille la domination du peuple et de l'Etat espagnol. Il s'agit «*d'une estocade mortelle*». Nous en sommes à la troisième version expurgée du statut et toujours dans le même sens. Quarante cinq lois votées ces dernières années par le parlement catalan devront être révisées. Les statuts d'autonomie d'autres communautés et qui s'inspiraient du texte catalan, devront également être modifiés. Toute la construction juridique et l'équilibre relatif entre Etat central et régions seront à redéfinir.

Comment les partis catalans et espagnols ont-ils réagi? Comme on pouvait s'y attendre, le PP se réjouit de cette mise en coupe réglée. C'est pour lui une victoire importante, dans la mesure où, pour l'essentiel, il est à l'origine de la saisine du Tribunal constitutionnel: il a contesté la validité de 114 articles. Le PSOE fait le gros dos devant la colère des autres partis catalans. Il a besoin de CiU pour obtenir une majorité face au PP et gouverner l'Espagne. La crise économique aidant, sa crainte numéro un est de voir le pouvoir lui échapper pro-



Les juges du Tribunal constitutionnel Guillermo Jiménez, Manuel Aragón et Ramón Rodríguez préparent la mise à mort de l'Estatut en assistant à une corrida

chainement, aussi bien à Madrid qu'à Barcelone. La succursale catalane du PSOE dirige la Generalitat en alliance avec la gauche abertzale d'ERC et les Verts. Le président José Montilla désapprouve la sentence du TC (1) dans la mesure où lui-même comme son prédécesseur, Pasqual Maragall, ont été élus sur la base programmatique d'un nouveau statut, aujourd'hui totalement décaféiné. En accord avec ses amis de Madrid, il tente d'obtenir une compensation dérisoire: l'amélioration du pouvoir judiciaire catalan, dans le cadre d'une prochaine réforme générale de l'organisation du pouvoir judiciaire en Espagne. José Blanco, vice-secrétaire général du PSOE et homme fort du parti, veut recoller les morceaux. Il évoque la possibilité pour la Catalogne de récupérer au moyen de lois organiques, le contenu de plusieurs articles annulés.

### Surenchères et arrière-pensées

L'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, indépendantiste et républicain) est évidemment très gêné. Bien qu'il crie à la trahison, ce n'est pas pour autant qu'il va abandonner le pouvoir régional. Il doit à la fois défendre un statut d'autonomie dénaturé qui est toujours un peu mieux que le précédent (voté en 1978) et mettre en avant son option indépendantiste. Aujourd'hui, l'ERC voit les limites de sa stratégie: arriver au pouvoir en alliance avec la gauche espagnole avec pour étendard un nouveau statut d'autonomie aux pouvoirs fortement élargis, première étape vers la souveraineté. Le résultat quelques années plus tard est pitoyable. La vague des référendums locaux successifs sur l'indépendance et qui vont se poursuivre, lui a en partie échappé. Les tensions internes sont plus fortes que jamais. L'ERC craint maintenant de se voir doublé par Joan Laporta, l'ex-président du Barça, le club de foot de Barcelone, qui vient de créer un nouveau parti souverainiste. Tous les indépendantistes espèrent que le tribunal constitutionnel a fait tomber le masque «*des Espagnes*» ou de «*l'Espagne plurielle*», qu'il creuse le fossé d'incompréhension et de ressentiments séculaires entre Barcelone et Madrid.

Les autonomistes de CiU font eux aussi dans la surenchère plutôt souverainiste, mais ils sont d'abord obsédés par leur retour au pouvoir à la Generalitat dont ils ont été écartés après trente ans de règne. Ils font semblant d'oublier

qu'ils sont à l'origine d'une trahison majeure, lorsque Artur Mas et Jordi Pujol, peu avant le vote des Cortés, ont négocié à la baisse le texte du statut catalan approuvé par eux-mêmes au «*Parlament*». CiU veut d'abord revenir aux affaires et évincer l'ERC, il fait les yeux doux au PSOE en lui proposant une alliance sous conditions.

Tous les partis politiques, hormis le PP et une petite formation espagnoliste de gauche intégriste, se sont mis d'accord pour descendre dans la rue le 10 juillet et faire entendre la voix de la Catalogne face à Madrid. Le thème de la manifestation sera: «*Som una nació. Nosaltres decidim*». Que les Catalans demeurent unis sur un même dénominateur commun face à leur adversaire, est une démarche remarquable, même si la portée ou l'efficacité de l'opération semble limitée.

### La parole au peuple

En réalité tous les partis ne pensent qu'à une chose et c'est bien normal: les élections autonomiques qui auront lieu à la prochaine rentrée. Le peuple catalan aura la parole pour dire ce qu'il pense. On verra si ce contexte bien particulier entraînera une sanction à l'encontre des socialistes et si le courant souverainiste progressera de façon significative. Ce sera l'enjeu de ce scrutin, avec à la clef un nouveau gouvernement catalan, selon une formule d'alliance qui dépendra du score de chacune des formations en lice. Y aura-t-il un avant et un après la sentence du Tribunal constitutionnel? L'équilibre toujours instable entre l'Etat et la Catalogne est-il rompu? Nous saurons dans quelques mois si «*le temps va cicatriser les blessures*», comme l'affirme José Luis Rodríguez Zapatero, si la décision du 28 juin «*fortifie l'unité de l'Espagne à partir de la diversité*» (Francisco Caamaño, ministre de la Justice).

Toute cette affaire démontre à l'envi, que pour défendre les intérêts nationaux et l'identité d'un peuple dominé, seules comptent la souveraineté et l'indépendance. Ceux qui clament le contraire, y compris parfois dans nos propres rangs, sont priés de retourner à leurs chères études.

(1) «*Nous respectons la décision, nous ne l'approuvons pas et nous ne renonçons pas*», a-t-il dit à chaud, avant de mettre un bémol à son «*indignation*».

# Les interrogations d'Euskal Konfederazioa

Lors d'une conférence de presse jeudi 1<sup>er</sup> juillet, les responsables d'Euskal Konfederazioa et de Kontseilua ont exprimé leur inquiétude sur l'utilisation de l'euskara dans le domaine public. Résumé de leur intervention.

**M**ALGRÉ l'importance de la manifestation Deiadar d'octobre 2009 pour réclamer la loi linguistique promise par le gouvernement (5.000 personnes dans les rues de Bayonne), la réponse est invariable depuis l'inscription des langues «régionales» dans la Constitution: plus besoin de loi puisque les langues «régionales» sont désormais inscrites dans «la loi des lois».

Parallèlement, des députés de toutes tendances travaillent sur une proposition de loi qui devrait être présentée à l'Assemblée en octobre prochain.

de ce second pilier.

Voici deux faits concrets qui viennent confirmer la nécessité d'une telle loi:

## Signalétique du rond-point Ametzondo

Le rond-point de Bayonne (quartier Ametzondo), à l'embranchement des deux autoroutes, à la sortie de Mousserolles, est en travaux depuis presque un an. Les panneaux de signalisation apposés à la place des anciens sont unilingues (en français) alors que les anciens panneaux étaient bilingues. Malgré nos multiples avertissements à l'OPLB, au départ

Ces deux exemples, loin d'être anecdotiques, nous montrent clairement le besoin d'une loi linguistique:

- En Iparralde, les panneaux bilingues ont commencé à fleurir sur le bord des routes en 1994, suite à un combat de longue haleine (5 ans) du mouvement associatif. Nous pensions que cette pratique était devenue systématique et totalement normale, que la bataille était gagnée.

- De même, pour le brevet, les élèves pouvaient passer l'examen en basque tout naturellement depuis 15 ans. Cette possibilité a failli leur être enlevée.

Ces deux faits nous montrent que tant que ces choses simples qui se font/qui peuvent se faire le plus normalement possible ne sont pas établies par écrit par loi, décret..., elles peuvent disparaître du jour au lendemain, sans que personne n'aie de compte à rendre à qui que ce soit!

Tant qu'une loi ne sera pas adoptée, nous, militant(e)s de la langue basque, devront continuellement rester vigilants, sur nos gardes pour nous assurer que ces maigres acquis sont maintenus. Jusqu'à quand?

## Relations Euskalgintza/OPLB

L'OPLB est souvent cité en exemple aux six coins de l'Hexagone comme modèle de réussite dans le développement d'une politique linguistique efficace. Pourtant, beaucoup de choses totalement du ressort de l'OPLB ne fonctionnent pas. La relation mouvement associatif/OPLB par exemple. Nous ne pouvons pas jouer notre rôle de force de propositions, ou plutôt, quand nous le faisons, l'OPLB ne tient pas compte de nos remarques.

En effet, lors du Comité consultatif de l'OPLB de décembre dernier, l'OPLB nous a présenté le document précisant la feuille de route de la politique linguistique pour les années 2010-2016. Et si nous constatons que certaines de nos revendications avaient été prises en compte (importance accordée à l'utilisation de la langue, système d'évaluation, objectifs chiffrés et quantifiables...) nous voyons également des carences. Nous avons alors demandé à ce qu'une phase de concertation soit mise en place, secteur par secteur, afin de pouvoir débattre et faire part de nos remarques à l'OPLB. Cette proposition de phase de concertation avait été validée le jour même et les réunions de travail devaient avoir lieu entre janvier et juin. Mais aucun groupe de travail ne s'est réuni depuis ce Comité consultatif...

La semaine dernière un courrier a été adressé aux membres du Comité consultatif: la réunion du Comité consultatif qui devait avoir lieu mi-juillet est repoussée à la rentrée prochaine. La fameuse feuille de route sera débattue à cette occasion.

A quoi sert le Comité consultatif si les avis formulés en son sein ne sont pas pris en compte? Le mouvement associatif doit-il continuer à y siéger?

Nous tenons à souligner de nouveau que la réussite d'une politique linguistique réside en partie dans un travail de collaboration entre pouvoirs publics et mouvement associatif. Pour cela, il faut établir des procédures de travail puis les respecter.



Nous proposons que ces députés consultent les membres de la plateforme de défense des langues territoriales à laquelle appartient Euskal Konfederazioa (créée en 2008 et s'étant déjà entretenue plusieurs fois avec les députés en charge de la question des langues territoriales à Paris), car c'est nous, acteurs sur le terrain, qui sommes les plus à même de définir quels sont les besoins de nos langues (basque, catalan, corse, breton, occitan, alsacien...). Nous sommes prêts à apporter notre contribution à la proposition de loi.

Euskal Konfederazioa et Kontseilua réaffirment que toute politique linguistique menant à la pleine réappropriation et au plein développement d'une langue minorisée repose entre autres sur deux piliers: un statut d'officialité de la langue et un corpus juridique adéquat. L'adoption d'une loi linguistique serait la première pierre

temment et à la DDE, ceux-ci demeurent unilingues (le département avait pourtant promis que les panneaux étaient provisoires et que les panneaux définitifs bilingues seraient installés en juin 2010; nous sommes aujourd'hui le 1<sup>er</sup> juillet 2010...).

## Epreuve du Brevet

Depuis 1994, les élèves qui le désirent peuvent passer les épreuves de mathématiques et d'Histoire-géographie du brevet en basque. Cette année, le Rectorat a fait savoir que si la langue basque était utilisée, les copies ne seraient pas corrigées. Le Rectorat a finalement fait machine arrière suite à la mobilisation des acteurs du monde de l'enseignement. Le Rectorat a signifié que cette possibilité sera offerte aux élèves cette année encore. Qu'en sera-t-il l'année prochaine?

# Modernisation agricole

## ELB interpelle les députés

**L**e syndicat ELB est déçu et reste sans illusion sur la Loi de Modernisation agricole. C'est ce que nous avons exprimé aux députés du Pays Basque à qui nous avons proposé des amendements en vue de l'examen de la loi par l'Assemblée nationale les 30 juin, 1<sup>er</sup> et 2 juillet (vote prévu le 6 juillet).

La loi, adoptée en première lecture par les sénateurs le 29 mai dernier, ne répond en aucun cas à la crise que traversent les paysans. Nos amendements visent à modifier le fonctionnement des interprofessions agricoles, à améliorer l'accès au statut d'exploitant agricole, à mettre en place le nécessaire observatoire des prix et des marges, à éviter le piège de la contractualisation et à limiter l'érosion des terres agricoles.

### Ouvrir les interprofessions à tous

Le projet de loi n'institue toujours pas le pluralisme dans les interprofessions. Il laisse le soin à ces dernières de se réformer. Pour ELB, cela revient à renforcer l'omniprésence de la FNSEA et de ses structures spécialisées, seules à y siéger aujourd'hui. Une réforme des interprofessions est nécessaire et urgente. En effet, la crise laitière a mis en lumière leur incapacité à défendre les producteurs. Aussi, ELB demande aux députés basques que la loi oblige la représentation de l'ensemble des organisations syndicales au sein des interprofessions. Il serait antidémocratique que des décisions y soient prises puis étendues à l'ensemble de la profession

sans que la représentation du collège des producteurs soit modifiée.

### La régulation publique avant la contractualisation

Cheval de bataille des industriels et de la FNPL (section laitière de la FNSEA), la contractualisation obligatoire (élaboration de contrats réglementés entre producteur et laiterie) est inscrite dans le texte de loi. Aussi ELB rappelle aux députés que la concentration des centrales d'achat s'est traduite pour les paysans par une perte de pouvoir de négociation. L'obligation de contrats ou les contraintes imposées par la loi lors de leur élaboration sont des mesures insuffisantes pour contrebalancer la mainmise des acheteurs sur la valeur de nos produits. Avant de poser la question de la contractualisation, il est primordial de se pencher sur la maîtrise publique de la production laitière sans quoi, il n'y aura pas de solution durable à la crise laitière.

### Réformer l'accès au métier et faciliter l'accès au foncier pour motiver l'installation

ELB et la Confédération paysanne demandent que le statut de paysan soit accessible non plus par référence à une surface minimum mais par une déclaration d'heures de travail. Ceci permettrait à de nombreux cotisant solidaires (1) d'asseoir de manière plus stable leur activité et de bénéficier d'une réelle protection sociale et cotisation retraite.

Par ailleurs, ELB se félicite du retour de la taxation sur les plus-values occasionnées par la vente d'un terrain agricole devenu constructible. Cependant, le syndicat considère qu'elle ne sera pas dissuasive (exonération, taux de taxation trop faible) et que l'absence d'objectifs chiffrés de réduction de la consommation de l'espace agricole ne sera pas effacée par la création d'une commission départementale qui n'aura qu'un simple avis consultatif sur le sujet.

En outre, les sommes collectées seront fléchées vers «l'installation des jeunes agriculteurs» sans plus de précision. ELB est favorable à la taxe et demande l'augmentation substantielle des taux actuels (au moins 10 %) ainsi qu'un fléchage vers une réelle politique foncière en particulier pour le stockage du foncier (qui est coûteux) en vue de l'installation agricole, notamment en zone périurbaine...



(1) Cotisant solidaire: statut intermédiaire dont dépend bon nombre de paysans n'ayant pas la surface minimum requise, qui ne permet pas de bénéficier des aides agricoles, ni de cotiser pour la retraite.

## presos

● **La LDH et Jon Anza.** L'affaire Jon Anza va-t-elle passer à la vitesse supérieure? La disparition et la très tardive réapparition à la morgue toulousaine du militant d'ETA ont soulevé des questions, restées sans réponse. Le Comité et la famille ont lancé le 17 juin une pétition pour que la ministre Alliot-Marie saisisse l'Inspection générale des services judiciaires. C'est cette démarche que la Ligue des droits de l'homme (LDH) et son Président Jean-Pierre Dubois ont solennellement soutenue le 1<sup>er</sup> juillet au siège parisien de la LDH. Le Président, évoquant le "montage politique" de l'affaire de Tarnac, attend une réponse rapide de la garde des Sceaux.

● **Libéré expulsé.** Le preso Asier Aranguren, en fin de peine à la prison de Tarascon, a été escorté le 2 juillet jusqu'à la frontière de la Junquera, où sa famille l'attendait. La police espa-

gnole l'a laissé libre. Asier a pu regagner sa bonne vieille ville de Pampelune.

● **Un refus militant.** Procès emblématique ce 1<sup>er</sup> juillet au Tribunal correctionnel de Bayonne. On y jugeait deux militants abertzale sur leur refus de fichage, on y jugeait précisément le prélèvement d'ADN, dans sa généralisation abusive. Nombreux étaient ceux qui étaient venus à l'avance manifester leur soutien aux prévenus. En novembre 2007, Aurore Martin et Jean-Luc Campos sont interpellés alors qu'ils peignent un slogan sur le mur d'un bâtiment public à Saint-Etienne-de-Baigorry. La gendarmerie prétend par la suite prélever leur ADN. Leur opposition leur vaudra une amende de 1.000 euros en septembre 2009. Ils comparaissaient à nouveau pour ce même motif. L'avocate Anne-Marie Mendiboure a souligné cette incroyable attein-

te à la vie privée, que les lois Sarkozy ont étendu à 137 infractions, dont les plus bénignes, comme le tag ou le fauchage anti-OGM... Le tribunal rendra son jugement le 16 septembre.

● **Fausse bonne nouvelle.** On apprenait le 30 juin que le Tribunal suprême espagnol, faisant sien un verdict de l'Audiencia nacional, déclarait prescrit un crime imputé à José Antonio Zurutuza. Ce chef d'entreprise hendayais, après des années de prison en France et en Espagne, avait été condamné le 23 avril à plus de quarante six ans de prison pour un assassinat commis en 1982 par les CAA. Cette condamnation, pour laquelle l'accusé a fait appel, existe toujours bel et bien. C'est dans un dossier connexe que le haut tribunal s'est prononcé, et a fait jouer la prescription. Zurutuza reste en prison.



# L'été sera lourd



● Jean-Louis Davant

**D'**HABITUDE la torpeur estivale se prête impeccablement au mijotage des coups fourrés dans l'ombre climatisée des cabinets ministériels, et l'on récolte à la rentrée des volées de pillules amères qu'il faut avaler comme des purges. Mais tout se perd. Les présidents Sarkozy et Zapatero n'attendent pas le temps sournois des vacances, ils annoncent ouvertement leurs projets antisociaux. En Espagne les droits des salariés seront réduits de façon drastique par un gouvernement socialiste, les salaires des fonctionnaires diminués, les licenciements facilités sous-prétexte de favoriser la création d'emplois: on voit mal le rapport...

En France, c'est la droite, plus logique avec ses principes, qui rallonge l'âge du départ à la retraite et la durée de cotisations. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, l'appétit de la Bourse et l'arrogance des actionnaires n'ont plus de limites. Si par un miracle hautement improbable M. Poutine rétablissait le système soviétique, nos grands néo-libéraux retrouveraient comme par enchantement le sens de la honte, du respect et de l'équilibre. Je parie fort que leurs gouvernements sauraient vite renflouer le trou de la sécu comme ils l'ont fait pour le gouffre des banques. Voilà pour le front social.

Sur le front institutionnel, l'horizon est plus voilé, nos princes avancent dans un rideau de brume. Mais des deux côtés des Pyrénées

l'on perçoit le tonnerre assourdi du nationalisme centralisateur qui revient au galop. Au Sud Zapatero ne cède presque rien à son ami Patxi Lopez, alors que le statut de Gernika n'est respecté qu'aux deux tiers. Il avait revu à la baisse, avant le passage aux Cortès du royaume, le statut catalan voté au Parlement de Barcelone, et aujourd'hui le Tribunal constitutionnel de Madrid élague sévèrement le second texte, en le purgeant notamment de l'appellation de "nation".

Au Nord le tempérament bonapartiste du président Sarkozy et de sa majorité parlementaire ne me fait rien augurer de bon dans les projets de nouvelles institutions territoriales. Je crains pour le Pays Basque un nouveau recul, avec en particulier une centralisation sur Bordeaux.

Zuberotar bezala, Pauetik urruntzea gogotik onar nezake, ikusiz nola horko jaunak beti ari zaizkigun Zuberoaren irentsi beharrez «*Béarn et Soule*» bortxazko bikote maingu batean, «*Pays Basque*» delakoari kontrajarriz. Haatik badut beldurra alde horretarik deus ez dela kanbiatuko araudi berriekin, non Estatuak euskal instituzio bat ez digun ematen: departamendua edo beste. Bestalde Pauen egin ohi ditugun desmartrak Bordelen egin behar baldin baditugu, urrutze horrek ez digu bizi administratiboaren erretuko. Baina funtsezko arazoa hori ote dugu?

**“La France et l'Espagne réduisent les droits sociaux et renforcent la centralisation nationaliste.”**

Administrazioko afera hutsa dea? Iduri zait zerbait gehiago behar dugula, botere demokratiko baten erdieste baina bilatzen duguna. Holakorik ez duguno, beti auzo handien meneko bizi beharko dugu, alienazioan, gero eta erdaldunago, gure buruari arrotzago hezkuntzaz, hizkuntzaz, izpirituz, nahikundez, iniziatibaz, boltsaz, era guzietako ahalmenez.

Estatu-nazioaren erregetza berriz indartzen ari zaigu: botereak goitik galtzen dituen arau, alde batetik Europar Batasunaren eskuetan, eta bestetik mundu zabaleko akziodunen aztaparretan, barnetik indartu nahi da bere menekoen bizkar eta kaltetan. Frantziako monarkia elektoralak sistema are gehiago tinkatzen du, boterea sekula baino gehiago Parisko palazioan kontzentratuz, lehenago Versailleskoan bezalaxe. Beharbada ez da gure afera, baina frantsesena? Haatik ondorioak jasan behar guk ere... Anartean kontsolio txiki bat ukan dugu zangobaloiko mundial horretan: nazionalismo bolada bero batetik askatu gaitu! Baina oinarritzko arazotik libratzeko, askoz ere gehiago beharko dugu! Oroz gainetik, lanean ekin eta jarrai.

Notre couverture: Panneau de signalisation monolingue au rond-point d'Armetzondo.

## Sur votre agenda

### Uztaila:

- **Samedi 10, 16h, BIARRITZE** (Médiathèque). Conférence Euskal Argentina.
- **Samedi 10, 17h, LEKUINE** (Intxaurmendi). Concert Intxaurmendi kantuz.
- **Mardi 13, 18h, BAIONA** (Musée Basque). “*Les clefs de la pastorale*”: conférence et chants. Présentation de la pastorale “*Xahakoa*” (Barkotxe fin juillet).
- **Mercredi 14, 20h, MAULE** (Place de Licharre). Kantaldi Ainerak - Bedatse Liliak.
- **A partir du jeudi 15, EZPELETA.** Festival Gauargi 2010.
- **Vendredi 16, 21h, LAKARRA** (Eliza). Kantaldi Jean Bordaxar.

## EHZk bizi behar du ! Sauvons EHZ !

■ Après la violente tempête et l'annulation du premier jour du festival, les organisateurs sont inquiets quant à l'avenir même du projet. Fièvre du travail accompli par les 700 bénévoles qui ont remis le festival à pied en quelques heures et reconnaissante envers les festivaliers qui ont fait preuve de compréhension, l'association est cependant inquiète. Les pertes sont évaluées à un tiers du budget du festival (soit environ 200.000€). Pour faire face à cette situation et pour qu'un événement culturel de grande ampleur, en milieu rural, aux prix bas, sans publicité, laissant la place aux arts de la rue et défendant la langue, la culture et l'identité basques, une grande campagne de soutien est lancée. Pour plus d'info: rendez-vous sur [www.ehz-festival-bala.com](http://www.ehz-festival-bala.com)

## A nos lecteurs

■ Comme chaque été, l'équipe d'*Enbata* quitte la rue des Cordeliers pour aller se ressourcer pendant deux semaines, au frais, dans la grotte de Tartaro. Nous reviendrons le jeudi 29 juillet, comme Ulysse, “*plein d'usage et raison*”. Laster arte.

## Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**  
Le Tribunal constitutionnel espagnol mutile le statut d'autonomie catalan . . . 4 et 9  
L'insatisfaction d'Euskal Konfederazioa . . . . . 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** . . . . . quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09  
**Abonnement d'un an:** 60€  
**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.  
Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.  
Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** [enbata@wanadoo.fr](mailto:enbata@wanadoo.fr)